

# DE MILLIERS À DES MILLIONS

**Une nouvelle approche nationale pour éliminer la faim dans le monde**



La plupart des communautés rurales dépendent de l'agriculture pour vivre. Au départ, le Programme spécial pour la sécurité alimentaire, ciblé sur un nombre restreint de petits agriculteurs, leur montrait comment produire et vendre plus à l'aide de technologies à faible

coût. Aujourd'hui, le Programme aide les gouvernements à reproduire leurs succès à l'échelle nationale, tout en encourageant les investissements dans les infrastructures rurales, les opportunités rémunératrices non agricoles, l'agriculture urbaine et les filets de sécurité.





## Des projets pilotes à l'engagement national

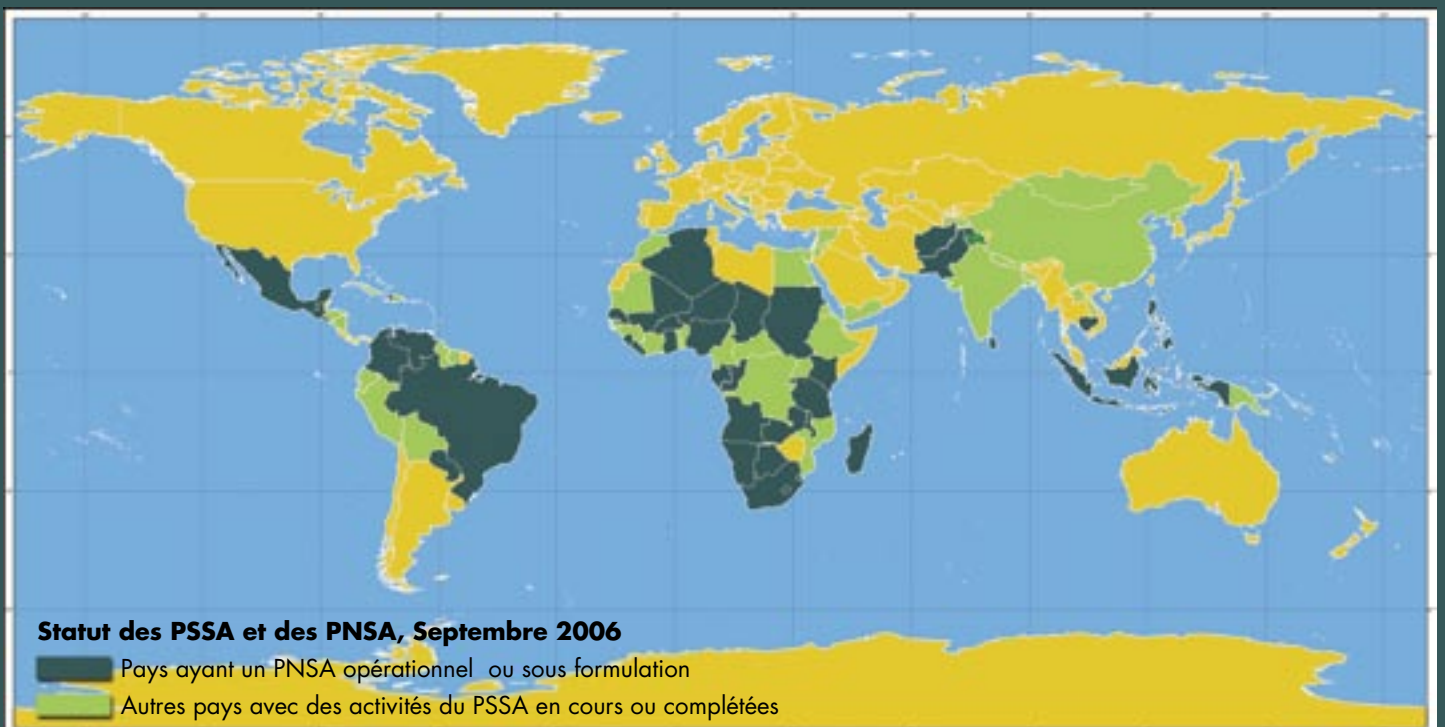
Durant ses dix premières années d'existence, le Programme spécial pour la sécurité alimentaire (PSSA), créé en 1994, s'est employé à aider les pays à promouvoir et à diffuser des techniques simples et économiques pour améliorer les rendements et les revenus des ménages agricoles pauvres. Mais avec une personne sur sept privée de l'accès à une nourriture suffisante pour mener une vie saine et active, il fallait redoubler les efforts: le Programme devait atteindre non pas des milliers, mais des millions de personnes. Après le Sommet mondial de l'alimentation en 2002: *cinq ans après*, le PSSA s'est détourné des petits projets

pilotes de démonstration au profit de l'assistance aux pays pour la création de Programmes nationaux pour la sécurité alimentaire – des programmes pouvant toucher l'ensemble de la population victime de l'insécurité alimentaire. Les efforts visant à atteindre un nombre croissant de petits agriculteurs s'accompagnent de politiques et d'investissements destinés à ouvrir les marchés et à fournir un accès direct à la nourriture à ceux qui sont trop pauvres pour la produire ou l'acquérir eux-mêmes. Aujourd'hui, les Programmes nationaux pour la sécurité alimentaire offrent un cadre global de grande envergure pour atteindre l'objectif

mondial visant à réduire de moitié la pauvreté et la faim d'ici 2015. Si deux programmes nationaux ne sont jamais identiques, ils sont toujours caractérisés par:

- ♦ une forte adhésion nationale;
- ♦ des politiques et des réglementations de soutien;
- ♦ le plein engagement de la société civile.

Au total, 105 pays ont mis en œuvre un Programme spécial pour la sécurité alimentaire entre 1995 et 2005. A la mi-2006, presque la moitié avaient commencé à les convertir en Programmes nationaux pour la sécurité alimentaire et d'autres se préparaient à faire de même.





## La richesse dans la diversité

### Application du droit à la nourriture

Guatemala

Grâce à l'engagement du gouvernement et à la participation de personnes de tous horizons, le Guatemala a officiellement reconnu le Droit à la nourriture en votant une nouvelle loi sur la sécurité alimentaire en 2005. Le Gouvernement a créé un Secrétariat pour la sécurité alimentaire qui a pour but de veiller à son application et a également affecté un million de \$E.U. de ses propres ressources, auquel sont venus s'ajouter des fonds de l'Espagne pour financer la création d'actifs dans les zones rurales durant l'année en cours. Le but consiste à atteindre 85 000 ménages pauvres d'ici fin 2008. Les banques alimentaires urbaines soutenues par le secteur privé sont un autre signe du nouvel engagement national envers l'élimination de la faim. Une équipe internationale financée par l'Espagne et l'Italie a suivi le processus.

### Intégrer santé, nutrition et production

Colombie

Le coup d'envoi du Programme spécial pour la sécurité alimentaire en Colombie a été donné en 2005 avec 6 millions de \$E.U. provenant du budget national et 400 000 \$E.U. de la FAO. Dans le Département d'Antioquia, la mortalité des enfants de moins de 5 ans due à une dénutrition aiguë avait déjà reculé de moitié par rapport aux niveaux de 2000 grâce à des mesures sanitaires ciblées. Avec le soutien du nouveau programme, les ménages bénéficiaires sont en train d'apprendre des techniques améliorées de production agricole afin d'améliorer de façon durable leurs moyens d'existence. Parallèlement, l'équipe du programme collabore avec la ville de Bogota dans le cadre d'une initiative d'agriculture urbaine et avec le Réseau de sécurité alimentaire du pays pour la promotion de l'agriculture de subsistance dans les zones rurales. Un groupe technique bénéficiant du soutien de la FAO travaille à un programme national intégré de sécurité alimentaire dans tout le pays.

### Faire fleurir les champs arides

Nigéria

Les précipitations irrégulières et le manque d'eau sont des préoccupations croissantes pour les agriculteurs de nombreuses zones du Nigéria. Les premiers projets faisant intervenir des techniciens chinois se concentraient sur l'introduction de technologies sans risque et à faible coût pour le captage et le stockage d'eau et pour l'irrigation de petites parcelles. Le Nigéria envisage désormais d'engager plus de 363 millions de \$E.U. (dont 60 pour cent de ses propres ressources et 40 pour cent de prêts) pour étendre cette approche couronnée de succès. Le but est d'atteindre plus d'un million de petites familles agricoles dans tout le pays au cours des cinq prochaines années. Outre des techniques améliorées de gestion de l'eau, le nouveau Programme national pour la sécurité alimentaire offrira des technologies de diversification de la production et d'amélioration des rendements, et fournira des prêts pour créer des mini-entreprises aux plus démunis n'ayant aucune expérience avec l'emprunt.

### Créer des débouchés économiques pour les familles victimes de l'insécurité alimentaire

Afrique du Sud

En 2002, le Gouvernement d'Afrique du Sud a engagé 14,6 millions de \$E.U. à un Programme spécial quinquennal pour la sécurité alimentaire destiné à améliorer les conditions de vie des ménages les plus démunis dans certaines zones nodales de trois provinces. Le programme portait notamment sur le développement de jardins scolaires, communautaires et familiaux, l'exploitation des précieuses réserves d'eau, l'utilisation plus productive de la terre et l'amélioration de l'accès aux informations sur les marchés agricoles. Le programme a été désormais élargi et transformé en un Programme national de production vivrière des ménages et intégré dans le Programme de soutien à l'agriculture. Outre les fonds déjà engagés, les autorités nationales et provinciales affecteront 14,5 millions de \$E.U. chaque année pour atteindre les familles des neuf provinces. Pour 2006-07, 62 000 ménages sont ciblés.

### Aider les femmes à rebâtir leurs vies

Cambodge

Misant en particulier sur les femmes sans terres et les veuves de guerre, le Programme spécial pour la sécurité alimentaire a aidé plus de 7 000 ménages vulnérables à remonter la pente dans le Cambodge d'après guerre, notamment au moyen d'écoles pratiques d'agriculture, de méthodes améliorées d'irrigation, de groupes d'épargne, de micro-projets communautaires et d'activités rémunératrices non agricoles. En dehors de la FAO, les partenaires de financement étaient notamment le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux, le Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine, l'OPEP et l'Italie. Des approches testées sont désormais intégrées au Programme gouvernemental pour la sécurité alimentaire des ménages et la réduction de la pauvreté. Formulé en 2006, ce programme quinquennal vise à étendre progressivement ces approches par des micro-projets communautaires à gestion locale à plus de 6 500 villages dans tout le pays.

### Ouverture de marchés régionaux pour la production des petits agriculteurs

Afrique de l'Ouest

Les huit états membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) appartiennent à un territoire continental pour la plupart enclavé. Pour aider les agriculteurs à vendre leurs produits sur les vastes marchés des villes près du littoral, les Chefs d'Etat de l'UEMOA ont pris leur première mesure officielle en 1996, en libéralisant le commerce agricole, puis en encourageant la levée des entraves aux passages de frontières. Désormais, avec l'appui technique fourni par le Programme régional de sécurité alimentaire, les états membres de l'UEMOA alignent leur législation et leurs règlements de sécurité sanitaire des aliments sur l'hygiène végétale et animale. Les petits agriculteurs tirent également parti des efforts régionaux visant à intensifier la production de cultures vivrières à forte demande comme le riz et le maïs. Les bailleurs de fonds sont la FAO, l'Italie et l'UEMOA.



## Coopération Sud-Sud - une source de soutien de premier ordre

Par le biais d'accords spéciaux de Coopération Sud-Sud organisés par la FAO, des techniciens de pays en développement et émergents travaillent directement avec les agriculteurs des pays

d'accueil, partageant leurs connaissances et leurs compétences. En juin 2006, plus de 600 techniciens participaient activement à des projets dans le cadre de 37 accords. Grâce

à de nouvelles alliances stratégiques avec la Chine et d'autres pays en développement plus avancés, de nombreux autres experts seront prochainement détachés sur le terrain.

## Au-delà des frontières...

Un peu partout dans le monde, des organisations régionales ont été mises en place par les gouvernements pour affronter les problèmes communs. Pour compléter les programmes nationaux pour la sécurité alimentaire, on encourage ces organisations à formuler et mettre en oeuvre des Programmes régionaux pour la sécurité alimentaire (PRSA) visant à :

- ♦ Renforcer la sensibilisation du public à l'importance cruciale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle;
- ♦ Formuler des stratégies

et politiques régionales pour le commerce des denrées alimentaires et des produits agricoles;

- ♦ Harmoniser les mesures aux frontières et les normes de sécurité concernant le commerce des denrées alimentaires et des produits agricoles;
- ♦ Promouvoir l'investissement dans les infrastructures régionales de communication et l'information sur les marchés.
- ♦ Appuyer les efforts nationaux visant à aider les petits agriculteurs à

rentabiliser leur activité et à trouver de nouveaux débouchés pour leur production.

Les Programmes régionaux pour la sécurité alimentaire ont pour vocation d'atteindre ces objectifs. A la mi-2006, la FAO avait aidé à formuler vingt de ces programmes. Trois organisations régionales – CARICOM/ CARIFORUM, le Forum des Îles du Pacifique et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) – avaient déjà mis en route les activités convenues.

**Le rôle de la FAO est d'aider les pays à formuler des programmes nationaux et régionaux pour la sécurité alimentaire et de mobiliser des ressources, et d'offrir un appui technique et des avis d'experts.**





## L'importance des actifs

L'enjeu consistant à réduire de moitié la pauvreté et la faim est foncièrement un problème de création d'actifs. Sans actifs, il est difficile pour les pauvres d'améliorer leurs conditions de vie. S'ils ont des biens, ils ont la possibilité de gagner leur vie, ou au moins de s'en sortir lorsqu'ils traversent une mauvaise passe. Les familles ayant suffisamment de biens peuvent alors cultiver ou acheter la nourriture dont elles ont besoin. Les familles démunies ne le peuvent guère. Par actifs, on entend par exemple:

- ♦ la santé individuelle, les compétences et les connaissances;
- ♦ la terre, l'eau, les forêts, la végétation naturelle, les animaux sauvages, les pierres précieuses et les minéraux;
- ♦ les immeubles, les animaux de ferme, les outils et matériels, les véhicules, les

fournitures et les stocks;

- ♦ l'épargne et l'accès au crédit;
- ♦ les écoles, les dispensaires, les organisations communautaires et les marchés.

Pour les pauvres qui dépendent de l'agriculture, l'accès à la terre et à d'autres ressources naturelles est un point de départ essentiel. Il est vital de veiller à ce que les agriculteurs – hommes et femmes – soient propriétaires de leurs terres et puissent utiliser l'eau, les forêts et pâturages du voisinage.

De nombreux ménages ruraux appauvris ont également besoin de techniques améliorées pour augmenter la rentabilité de leur labeur quotidien. Le Programme spécial pour la sécurité alimentaire a toujours insisté sur l'introduction de simples technologies à faible coût et la formation des communautés

rurales à leur utilisation.

Aujourd'hui, avec les Programmes nationaux pour la sécurité alimentaire, les gouvernements accomplissent cette tâche à une échelle beaucoup plus vaste. Ils investissent également en actifs complémentaires comme les routes, les infrastructures de communication et les services sociaux, tandis que les partenaires du secteur privé s'emploient à ouvrir des débouchés et à étendre l'accès au crédit pour les pauvres. Le degré d'engagement national – et l'ampleur des efforts des pays pour aider les ruraux pauvres à accroître leurs actifs – seront des facteurs déterminants vers la réalisation des buts du Sommet mondial de l'alimentation et les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015.

### Pour en savoir plus

Chef, Service de la gestion et de la coordination du Programme spécial pour la sécurité alimentaire  
Département de la Coopération technique, FAO

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome (Italie)

Téléphone: (39) 06 57055864 – Télécopie: (39) 06 57056892 – [www.fao.org/spfs](http://www.fao.org/spfs)

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) détient les droits d'auteur de toutes les photos. Pour plus d'information contactez : [photo-library@fao.org](mailto:photo-library@fao.org)



**Programme spécial pour la sécurité alimentaire**